

## L'EXAMEN DE LA RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, en réponse à des questions relatives au mandat de la commission, le vice-premier ministre a pour la première fois dit qu'il souhaitait qu'on examine les déclarations du chef de l'opposition. Affirmera-t-il maintenant sans ambages qu'il souhaite que la responsabilité ministérielle dans ces affaires soit également examinée? Va-t-il s'expliquer clairement là-dessus?

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Hier, monsieur le Président, en répondant à une question du député de Comox-Powell River, je me suis souvenu d'un extrait de *De l'autre côté du miroir*. Je ne puis m'empêcher aujourd'hui de rapprocher celle-là et celle-ci; c'est blanc bonnet et bonnet blanc; les deux se ressemblent comme deux gouttes d'eau.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Je me contenterai de dire carrément au vice-premier ministre, monsieur le Président, qu'il se montre ce qu'il y a de plus faux jeton à cet égard et qu'il le sait.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Vous êtes aussi minable que Johnston.

**M. Crosbie:** Miquette II.

**M. le Président:** A l'ordre, je vous prie. Le député d'Oshawa n'est pas sans savoir que ce langage est antiréglementaire.

**Une voix:** C'est vous le faux jeton, Ed.

## ON DEMANDE UN EXAMEN DU RÔLE DES MINISTRES

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Ma dernière question supplémentaire, monsieur le Président, s'adresse au vice-premier ministre.

**M. Clark (Yellowhead):** Allez-y d'une autre insinuation!

**M. Broadbent:** Ayant déclaré qu'il veut voir examiner le rôle du chef de l'opposition, aura-t-il la logique et l'intégrité de réclamer qu'on examine aussi le rôle du ministre des Finances et celui du premier ministre? Voilà la question?

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Rien, monsieur le Président, ne saurait mieux . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** En effet.

**M. Chrétien:** Erik est en train de perdre son sang-froid.

**M. Nielsen:** . . . que ce genre de question faire valoir la nécessité de la Commission d'enquête Estey.

Quant au qualificatif de faux jeton que le représentant me prête, je puis seulement dire que, contrairement à lui, je ne le suis pas vraiment.

**Des voix:** Oh, oh!

## Questions orales

## L'APARTHEID

## L'AFRIQUE DU SUD—LES SANCTIONS DU GOUVERNEMENT CANADIEN

**M. Barry Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme vous le savez, beaucoup d'hommes d'affaires importants d'Afrique du Sud demandent au gouvernement sud-africain d'agir très rapidement en vue de faire disparaître l'apartheid. Le ministre estime-t-il que la ligne de conduite du gouvernement canadien relativement aux sanctions est encore valable et croit-il qu'elle est efficace?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je crois que tous les députés sont réconfortés en constatant que le monde des affaires exerce de plus en plus son influence pour tenter d'inciter ce gouvernement à modifier sa répugnance politique d'apartheid.

**Des voix:** Vous perdez de l'argent.

**M. Clark (Yellowhead):** De toute évidence, les initiatives du monde des affaires ne sont qu'un pas, bien qu'important. Nous continuerons à observer la situation pour voir si le gouvernement sud-africain va réagir. Dans ces circonstances, il importe, je crois, que le gouvernement sud-africain comprenne que le gouvernement canadien, s'il n'a pas d'autres choix, imposera les sanctions exposées dans la déclaration que je faisais à la Chambre plus tôt ce mois-ci.

\* \* \*

● (1500)

## LES BANQUES

## LA COMMISSION D'ENQUÊTE—L'ACCÈS À L'INFORMATION

**L'hon. Bob Kaplan (York-Centre):** Monsieur le Président, à la suite des réponses ou non-réponses fournies par le vice-premier ministre, je voudrais qu'il nous promette que le gouvernement s'abstiendra d'invoquer, devant la commission d'enquête, le caractère confidentiel des réunions du cabinet, et que les détails des conseils que le gouverneur de la Banque du Canada et l'inspecteur général des banques ont donnés aux ministres, de même que la teneur des consultations fréquentes évoquées par la ministre d'État aux Finances entre elle-même, le premier ministre et le ministre des Finances—bref, que tous ces renseignements—seront mis à la disposition de la commission d'enquête?

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, je suis vraiment étonné qu'un ancien solliciteur général me pose pareille question, car il sait tout aussi bien que moi qu'il serait des plus inopportuns, voire inacceptable . . .